



**PRÉFET
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
Cité administrative - Porte J
34, avenue du Maréchal Maunoury
BP 60723
41007 Blois Cedex

Blois, le 01/08/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/07/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

G.P.A.

Parc d'activité de Sologne
3, rue Denis Papin
41600 Lamotte-Beuvron

Références : VAT20240396 et 2024 / 587

Code AIOT : 0010006495

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/07/2024 dans l'établissement G.P.A. implanté Parc d'activité de Sologne 3, rue Denis Papin 41600 Lamotte-Beuvron. L'inspection a été annoncée le 17/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- G.P.A.
- Parc d'activité de Sologne 3, rue Denis Papin 41600 Lamotte-Beuvron
- Code AIOT : 0010006495
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation exploitée par la société G.P.A. à Lamotte-Beuvron est soumise au régime d'autorisation et est réglementée par les arrêtés préfectoraux des 24 janvier 2007 et 14 juin 2017, ainsi que par les arrêtés ministériels des 20 avril 2007 (rubrique 2793), 29 juillet 2010 (rubrique 4220) et 12 décembre 2014 (rubrique 4210).

Les installations de stockage ayant été régulièrement autorisées avant création de la rubrique d'enregistrement, seules les prescriptions de l'arrêté ministériel du 29 juillet 2010 applicables aux installations existantes (cellule 6, et cellule 10) leur sont opposables.

À ce jour, les nouvelles cellules 10C, 10D et 10E n'ont pas encore été construites, et la cellule 10 n'a pas encore été scindée en 2 cellules (10A et 10B).

Thèmes de l'inspection :

- Explosifs
- Risque incendie
- Risque surpression/projection

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Inventaire (suite visite du 09/05/2019)	Arrêté Préfectoral du 24/01/2007, article 7.8.5	Demande d'action corrective	2 mois
9	Protection contre la foudre (suite visite du 09/05/2019)	Arrêté Préfectoral du 24/01/2007, article 7.3.5	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
12	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 24/01/2007, article 7.7.1	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
13	Moyens de lutte contre l'incendie (plans des locaux pour le SDIS)	Arrêté Ministériel du 29/07/2010, article Point 2.4.2 de l'annexe I	Demande d'action corrective	2 mois
14	Système de détection incendie	Arrêté Préfectoral du 24/01/2007, article 7.7.5.1 et 7.7.3	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
16	Consignes d'exploitation et de sécurité (AM) (suite visite du 09/05/2019)	Arrêté Ministériel du 29/07/2010, article Point 2.6.9 de l'annexe I	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dispositions	Arrêté Préfectoral du 24/01/2007,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	constructives	article 7.3.3	
2	Entretien de l'installation et de la végétation	Arrêté Ministériel du 29/07/2010, article Point 2.1.3 de l'annexe I	Sans objet
3	Clôture et surveillance	Arrêté Préfectoral du 24/01/2007, article 7.3.2, 7.8.1 et 7.8.2	Sans objet
4	Registre / Gestion de l'état des stocks (suite visite du 09/05/2019)	Arrêté Ministériel du 29/07/2010, article Point 2.6.3 de l'annexe I	Sans objet
6	Respect de la quantité maximale de produits explosifs autorisée	Arrêté Préfectoral du 14/06/2017, article 1.1.1	Sans objet
7	Conditions de stockage	Arrêté Ministériel du 29/07/2010, article Point 2.5.2 de l'annexe I	Sans objet
8	Connaissance des produits – Etiquetage	Arrêté Ministériel du 29/07/2010, article Point 2.6.2 de l'annexe I	Sans objet
10	Installations électriques - mise à la terre	Arrêté Préfectoral du 24/01/2007, article 7.3.4	Sans objet
11	Organe de coupure de l'alimentation électrique	Arrêté Ministériel du 29/07/2010, article Point 2.3.7.1 de l'annexe I	Sans objet
15	Consignes d'exploitation et de sécurité (AP)	Arrêté Préfectoral du 24/01/2007, article 7.7.4 et 7.7.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions constructives

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/01/2007, article 7.3.3
--

Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à pouvoir détecter rapidement un départ d'incendie et s'opposer à sa propagation.</p> <p>Pour les locaux pyrotechniques, le mode de construction et la nature des matériaux utilisés doivent être tels qu'en cas d'explosion, le risque de projection de masses importantes soit aussi réduit que possible. Ces locaux doivent par ailleurs satisfaire aux préconisations des articles 18 et 22 du décret n° 79-846 du 28 septembre 1979, en particulier la couverture de l'installation sera en matériau léger au regard des risques d'envol ou de propagation des débris d'une explosion.</p> <p>A l'intérieur des ateliers, les allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.</p> <p>Les locaux pyrotechniques ne doivent pas être surmontés de locaux habités ou occupés par des tiers ou habités. Ils ne doivent comporter ni étage ni sous-sol.</p>
<p>Constats :</p> <p>La totalité des locaux pyrotechniques se trouve au rez-de-chaussée, ils ne comportent ni étage ni sous-sol.</p> <p>Le local de stockage des matières premières pyrotechniques (cellule 10) est constitué de murs en parpaings sur 3 côtés, d'une dalle béton au sol, d'une couverture constituée de plaques translucides (soufflables en cas d'explosion) en-dessous desquelles se trouve une grille métallique pare-éclats. Les produits sont stockés dans des alvéoles séparées les unes des autres par de petites cloisons en carreaux de plâtre d'une hauteur allant jusqu'à un mètre environ.</p> <p>Le magasin de stockage des produits finis (cellule 6) et l'atelier de fabrication ont une couverture légère soufflable en cas d'explosion.</p> <p>La circulation était aisée dans chacun des locaux pyrotechniques,</p> <p>Conclusion : Pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Entretien de l'installation et de la végétation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/07/2010, article Point 2.1.3 de l'annexe I
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien de l'installation et de la végétation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières. Toutes les précautions sont notamment prises pour enlever toute trace de matière active ou toute composition dangereuse tombée à terre ou souillant les parois.</p> <p>Par ailleurs, du fait des risques d'incendie, les abords immédiats des bâtiments pyrotechniques et des zones pyrotechniques ainsi que les merlons de terre et les stockages recouverts de terre sont débroussaillés et débarrassés de toute matière combustible (herbes sèches, etc.) et les produits utilisés pour ces opérations sont de nature telle qu'ils ne peuvent provoquer des réactions dangereuses avec les matières présentes dans les installations.</p> <p>Les remblais employés à la construction de dépôts enterrés ou merlonnés ne sont pas susceptibles de s'échauffer spontanément.</p>

<p>Constats :</p> <p>L'inspection a fait les constats suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les locaux (ateliers et locaux de stockage) étaient maintenus dans un bon état de propreté. - les abords de l'installation étaient bien entretenus, l'herbe sur le site était tondue notamment au niveau de l'aire de brûlage (aucun merlon n'est présent sur le site). <p>Conclusion : Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Clôture et surveillance

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/01/2007, article 7.3.2, 7.8.1 et 7.8.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Aménagements et dispositions de lutte contre le vol</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 7.3.2 : Aménagements</u></p> <p>L'aménagement du stockage de matières explosives (destinées à être utilisées pour les effets de son explosion ou à des fins pyrotechniques (classe 1 des matières dangereuses) doit être conforme aux préconisations spécifiées dans l'étude de sécurité pyrotechnique de l'établissement.</p> <p>En particulier, une clôture défensive (hauteur 2 m minimum) et un dispositif de télésurveillance seront installés autour du dépôt.</p> <p><u>Article 7.8.1 : Responsabilité du détenteur</u></p> <p>Tout détenteur d'une autorisation individuelle d'exploiter un dépôt ou un débit de produits explosifs est responsable de la surveillance générale de cette installation.</p> <p>Les agents de surveillance doivent pouvoir effectuer des interventions dans des délais très brefs afin de vérifier les causes de déclenchement d'une alarme, avant d'alerter éventuellement les services de police ou de gendarmerie. La surveillance du dépôt ou du débit de produits explosifs est assurée par un ou plusieurs agents chargés de la surveillance à distance. Cette activité de surveillance à distance doit être conforme aux dispositions du décret du 26 novembre 1991 susvisé.</p> <p>Les informations sur tout système de télésurveillance dont la connaissance est de nature à favoriser les vols de produits explosifs ou les actes de malveillance contre le dépôt ou le débit doivent être gardées confidentielles.</p> <p>Si le détenteur d'une autorisation individuelle d'exploiter un dépôt ou un débit prévoit de faire appel à une entreprise de surveillance, celle-ci doit être conforme aux dispositions de la loi du 12 juillet 1983.</p> <p><u>Article 7.8.2 : Prévention des effractions</u></p> <p>Toutes les surfaces vitrées situées en rez-de-chaussée sont munies de grilles dissuasives et de films de survitrage apportant des garanties suffisantes quant à la lutte contre les intrusions et les risques de projection d'éclats.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a fait les constats suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le site est entièrement clôturé sur la totalité de sa périphérie par une clôture métallique d'environ 2 mètres de hauteur.

- le site est équipé d'un dispositif de télésurveillance. Le rapport relatif à la dernière vérification périodique effectuée le 17/05/2023 par la société SCUTUM conclut que l'installation fonctionne correctement (des informations complémentaires sont précisées en annexe confidentielle).

- la totalité des fenêtres est équipée de grilles métalliques anti-intrusion. Les portes d'accès aux locaux sont également équipées de grilles métalliques, fermées en dehors des heures d'exploitation. Par sondage au niveau de l'atelier de fabrication et du local de stockage des matières premières pyrotechniques, l'inspection a constaté que les fenêtres de ces locaux étaient munies de films de protection (pour limiter le risque de projection d'éclats en cas d'explosion).

Conclusion : Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Registre / Gestion de l'état des stocks (suite visite du 09/05/2019)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/07/2010, article Point 2.6.3 de l'annexe I

Thème(s) : Risques accidentels, Registre / état des stocks

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature, la quantité et, le cas échéant, la date de fabrication, et, pour les produits explosifs, la division de risque et le groupe de compatibilité ainsi que la quantité de matière active des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services de secours ou d'urgence compétents et de l'inspection des installations classées. Il peut être informatisé sous réserve que les moyens d'exploitation permettent la lecture des données et leur impression sous une forme telle que l'autorité administrative puisse obtenir facilement les informations demandées par le présent point.

Ce registre peut être consulté à tout moment, sans avoir besoin de pénétrer dans le bâtiment concerné.

Il a pour objectif minimum :

- que l'exploitant connaisse en permanence l'état de ses stocks ;
- que l'exploitant s'assure que le timbrage de ses différents locaux de stockage n'est jamais dépassé ;
- de permettre, le cas échéant, le suivi du vieillissement des produits ;
- de donner toutes les informations nécessaires à l'intervention des services de secours ou d'urgence compétents.

Ce registre peut être confondu avec le registre demandé en application de l'arrêté du 13 décembre 2005 susvisé, lorsqu'il est requis, sous réserve du respect de la présente annexe.

Constats :

Constat libellé suite à la visite d'inspection du 09/05/2019 :

Le registre présenté contient l'état des stocks pour les seuls produits de la cellule 10.

NC1 : Le registre ne contient pas la nature des produits, leur division des risques, le groupe de compatibilité, et la quantité de matière active des cellules 6 et 10. Le registre de la cellule 10 est mis à jour quotidiennement et est consultable à tout moment depuis Internet.

Réponse de l'exploitant par courriels des 28 mai et 3 juillet 2019 :

J'ai modifié notre fichier de suivi Excel en rajoutant, la nature des produits, leur division de risque et le groupe de compatibilité. Comme évoqué avec vous, j'ai rajouté sur le fichier 1.3 C.

Visite d'inspection du 17/07/2024 :

L'inspection a consulté l'état des stocks des produits pyrotechniques présents dans l'installation

<p>(local de stockage matières premières et magasin produits finis).</p> <p>L'état des stocks informatique présente, pour chaque local, les items suivants : le nom des produits et leur référence, la division de risque et le groupe de compatibilité, la quantité de matière active présente.</p> <p>L'état des stocks du local de stockage des matières premières est mis à jour quotidiennement ; l'état des stocks du magasin de stockage des produits finis est tenu à jour via l'enregistrement des entrées et des sorties, et fait l'objet d'un inventaire tous les 6 mois.</p> <p>Par sondage, l'inspection a constaté que l'état des stocks informatique correspond à l'état des stocks physique.</p> <p>D'autres informations sont libellées en annexe confidentielle.</p> <p><u>Conclusion</u> : Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Inventaire (suite visite du 09/05/2019)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/01/2007, article 7.8.5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Inventaire des stocks de produits explosifs</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un inventaire des stocks de produits explosifs doit être réalisé au moins tous les deux mois.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constat libellé suite à la visite d'inspection du 09/05/2019</u> :</p> <p>L'inventaire de la cellule 10 est effectué quotidiennement par registre et communiqué tous les deux mois à la gendarmerie. L'inventaire de la cellule 6 est réalisée semestriellement (mi-bilan et bilan comptable de fin d'année).</p> <p>NC2 : L'inventaire de la cellule 6 n'est pas réalisé tous les deux mois.</p> <p><u>Réponse de l'exploitant par courriels des 28 mai et 3 juillet 2019</u> :</p> <p>Comme évoqué avec vous, notre inventaire semestriel est très inférieur à la quantité de stockage maximum de la cellule 6. Au 31/10/18 nous avons en stock : 123 680 cartouches pour une quantité de 378 kg de matière active (chargement estimé à +/- 0.2 g par cartouches). Au 31/03/19 nous avons en stock : 154 920 cartouches pour une quantité de 419 kg de matière active (chargement estimé à +/- 0.2 g par cartouches). Le tout pour un tarage max de 1000 kg.</p> <p><u>Visite d'inspection du 17/07/2024</u> :</p> <p>L'inventaire de la cellule 10 (local de stockage des matières premières pyrotechniques) est effectué quotidiennement et l'état des stocks est ainsi actualisé chaque jour.</p> <p>L'inventaire de la cellule 6 (magasin de stockage des produits finis) est effectué tous les 6 mois ; l'état des stocks est tenu à jour grâce au suivi des entrées et sorties.</p> <p>L'exploitant explique qu'il lui ne peut pas faire l'inventaire de la cellule 6 tous les 2 mois car cet inventaire est très chronophage. Il précise de plus que la périodicité semestrielle qu'il applique actuellement lui paraît suffisante dans la mesure où il n'est pas possible, au vu de la configuration de la cellule, d'atteindre la quantité maximale autorisée. L'inspection a visité la cellule 6 : les étagères étaient globalement pleines de produits finis et l'état des stocks était de 293,84 kg de matière active nette, de ce fait il paraît effectivement peu plausible de pouvoir stocker la quantité autorisée de 1000 kg de matière active nette.</p> <p><u>Conclusion</u> : L'inventaire de la cellule 6 n'est pas réalisé au moins tous les deux mois. Conformément à l'article R.181-45 du code de l'environnement, l'exploitant a la possibilité de solliciter auprès de Monsieur le Préfet une modification des conditions d'exploiter, avec les</p>

éléments justificatifs nécessaires.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Respect de la quantité maximale de produits explosifs autorisée

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2017, article 1.1.1

Thème(s) : Risques accidentels, Respect de la quantité maximale de produits explosifs autorisée

Prescription contrôlée :

Le tableau situé à l'article 1.2.2 de l'arrêté préfectoral du 24/01/07 est remplacé par :

Rubrique	Désignation des activités	Volume maximum d'activité	Régime (*)	Redevance
2793-3	Installation de collecte, transit, regroupement, tri ou autre traitement de déchets de produits explosifs (hors des lieux de découverte) - Autre installation de traitement de déchets de produits explosifs (mettant en œuvre un procédé autre que ceux mentionnés aux 1 et 2)	Q=0,1 kg (en quantité équivalente de matière active)	A	6
4220-2	Stockage de produits explosifs. La quantité équivalente totale de matières actives	Q=495 kg en quantité équivalente de matière active	E	/

	susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 100 kg mais inférieure à 500 kg.			
4210-1b	Fabrication de cartouches de chasse et de tir, la quantité de matières actives susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 kg mais inférieure à 100 kg.	Q=75 kg de matière active	DC	/

Constats :

L'inspection a consulté l'état des stocks informatique des produits pyrotechniques stockés (présenté en annexe confidentielle) : la nature et la quantité maximale de produits pyrotechniques autorisée dans le site ainsi que dans le local de stockage des matières premières et dans le magasin produits finis sont respectées.

Conclusion : Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Conditions de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/07/2010, article Point 2.5.2 de l'annexe I

Thème(s) : Risques accidentels, Conditions de stockage

Prescription contrôlée :

Les emballages renfermant des produits explosifs sont rangés ou empilés de façon stable.
Le gerbage des colis s'effectue de telle sorte que le fond des colis ne se trouve pas à plus de 1,60 mètre au-dessus du sol.
Lorsqu'il est fait usage de moyens mécaniques adaptés et de structures solides pour le stockage des produits, les piles ne s'élèvent pas à plus de 3 mètres de hauteur. L'exploitant s'assure que les conditions de stockage des produits ne modifient pas les effets dangereux redoutés.
Les zones de stockage sont aménagées de façon que les espaces de circulation des personnes présentent une largeur minimale de 1,5 mètre.
Ces espaces de circulation permettent le transport des produits sans risques.

<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du local de stockage des matières premières pyrotechniques (cellule 10), l'inspection a fait les constats suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les emballages (bidons et fûts de poudre) étaient rangés de façon stable. - le fond des emballages se trouvait pas à moins de 1,60 mètre au-dessus du sol. - l'espace de circulation des personnes était d'une largeur d'au moins 1,5 mètres. - chaque alvéole de stockage était facilement accessible. <p>Dans le magasin de stockage des produits finis (cellule 6), l'inspection a fait les constats suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les cartons dans lesquels sont stockés les produits finis étaient très bien rangés, sur des étagères, de manière stable. - la hauteur de stockage des cartons sur les étagères était inférieure à 3 mètres, et le personnel dispose d'un chariot et d'une échelle adaptés. - l'espace de circulation des personnes entre l'îlot de préparation des commandes et les étagères de stockage était suffisamment large pour assurer une manipulation aisée des produits. <p>Conclusion : Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Connaissance des produits – Etiquetage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/07/2010, article Point 2.6.2 de l'annexe I</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Connaissance des produits – Etiquetage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, notamment les fiches de données de sécurité.</p> <p>Les emballages et étiquetages portent en caractères lisibles le nom des produits, leur division de risque et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la législation relative à l'étiquetage des substances, préparations et mélanges dangereux ainsi que, le cas échéant, tout marquage réglementaire exigé en application de la réglementation relative au marquage ou au transport des produits explosifs.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par sondage, l'inspection a contrôlé l'étiquetage apposé sur l'emballage de deux produits entreposés dans le local de stockage des matières premières pyrotechniques. Les constats sont libellés en annexe confidentielle.</p> <p>Conclusion : Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Protection contre la foudre (suite visite du 09/05/2019)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/01/2007, article 7.3.5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre la foudre</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'évènements</p>

susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993.

Les dispositifs de protection contre la foudre sont conformes à la norme française C 17-100 ou à toute norme en vigueur dans un Etat membre de la C.E. ou présentant des garanties de sécurité équivalentes.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre est vérifié tous les cinq ans. Une vérification est réalisée après travaux ou après impact de foudre dommageable, comme le prévoit l'article 3 de l'arrêté ministériel susvisé. Après chacune des vérifications, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées une déclaration de conformité signée par lui et accompagnée de l'enregistrement trimestriel du nombre d'impact issu du dispositif de comptage cité plus haut ainsi que de l'indication des dommages éventuels subis.

Constats :

Constat libellé suite à la visite d'inspection du 09/05/2019 :

Lors de l'étude risque foudre, deux protections ont été recommandées :

- un parafoudre afin de protéger l'origine de l'alimentation électrique pour sécuriser le réseau, la distribution interne et la centrale intrusion ;
- une sécurisation de la ligne téléphonique réservée aux appels d'urgence.

Ces protections ont été mises en place le 15 novembre 2010 sans qu'elles n'aient été contrôlées depuis.

NC3 : Les dispositifs de protection foudre n'ont pas été contrôlés depuis les cinq dernières années.

Réponse de l'exploitant par courriels des 28 mai et 3 juillet 2019 :

Les dispositifs de protection foudre seront bien entendu contrôlés lors de notre prochaine vérification annuelle « électrique ».

Visite d'inspection du 17/07/2024 :

L'exploitant précise que le parafoudre, placé dans l'armoire électrique principale du site, est vérifié dans le cadre de la vérification périodique annuelle des installations électriques effectuée par l'organisme VERITECH. Toutefois le rapport relatif à la dernière vérification des installations électriques du 10/04/2024 ne mentionne pas explicitement que le bon fonctionnement du parafoudre a été vérifié.

L'exploitant a montré à l'inspection la présence du parafoudre dans l'armoire électrique principale du site ; le voyant du parafoudre était vert.

Par ailleurs, l'exploitant avait prévu une extension de son dépôt pyrotechnique dans son dossier du 25/03/2016, actée par l'arrêté préfectoral du 14/06/2017, mais non réalisée à ce jour. L'inspection rappelle à l'exploitant que l'analyse du risque foudre devra être mise à jour avant la mise en service de cette extension.

Conclusion : L'exploitant n'est pas en mesure de justifier la réalisation de la vérification périodique du parafoudre (et donc de son bon état de fonctionnement).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 10 : Installations électriques - mise à la terre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/01/2007, article 7.3.4

Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques - mise à la terre

Prescription contrôlée :

Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes européennes et françaises qui lui sont applicables. Elles doivent par ailleurs répondre aux articles 41 à 53 de la section 5 du décret n° 79-846 du 28 septembre 1979.

La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art.

Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.

Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport.

L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

Constats :

La dernière vérification annuelle des installations électriques du site a été effectuée le 10/04/2024 (soit il y a moins d'un an) par la société VERITECH. Le rapport Q18 correspondant conclut que l'installation électrique ne peut pas entraîner de risque d'incendie ou d'explosion, et ne liste aucune observation.

Conclusion : Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Organe de coupure de l'alimentation électrique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/07/2010, article Point 2.3.7.1 de l'annexe I

Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques et éclairage

Prescription contrôlée :

[...] Le tableau général de distribution de chaque installation électrique de chaque bâtiment comporte des dispositifs permettant de couper, en cas d'urgence, l'alimentation électrique de chaque bâtiment desservi, séparément ou par groupe.

L'alimentation électrique de chaque local pyrotechnique, non dédiée aux organes de sûreté, peut être coupée par la manœuvre d'un organe de commande situé à proximité et à l'extérieur du local. Cet organe est aisément reconnaissable et facilement accessible. S'il s'agit d'un dispositif de commande à distance, il est conforme aux règles définies par la norme française NF C 15-100 (version compilée de 2009). [...]

Constats :

Le bâtiment principal du site dispose d'un dispositif de coupure générale de l'électricité de toutes les installations du site ; il est situé au niveau des locaux administratifs.

De plus, un dispositif spécifique de coupure de l'alimentation électrique des locaux pyrotechniques (ateliers et locaux de stockage), de type arrêt d'urgence (bouton coup de poing), est présent dans l'atelier principal à côté de l'issue donnant vers le magasin de stockage de matières inertes (cartons...) ; un affichage mentionne sa fonction.

Conclusion : Pas d'écart constaté (à noter que les dispositions du point 2.3.7.1 ne sont pas applicables aux installations existantes).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/01/2007, article 7.7.1

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

L'établissement doit être doté de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques mis en évidence dans l'étude de dangers du dossier de demande d'autorisation et conformes aux normes en vigueur, notamment :

- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux ...) publics ou privés dont deux implantés à 200 mètres au plus du risque ou des points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le risque à défendre ;
- d'extincteurs répartis des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;
- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours ;
- d'au minimum un RIA ;

Autant que possible, les moyens d'intervention doivent être disposés dans des zones non exposées aux risques.

Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

Constats :

L'établissement est doté des moyens de secours contre l'incendie suivants :

- 2 poteaux incendie de la zone industrielle (à l'extérieur du site) se trouvant à proximité du site (dont un poteau à moins de 200 mètres du dépôt) :
- un poteau incendie situé dans la rue Denis Papin à environ 80 m au Sud-Est du dépôt pyrotechnique ;
- un poteau incendie situé dans la rue Léonard de Vinci à environ 220 m à l'Est du dépôt pyrotechnique ;

L'exploitant ne dispose d'aucun rapport de vérification des poteaux incendie permettant de justifier leur bon fonctionnement. L'exploitant doit régulièrement s'assurer auprès de la commune que les poteaux incendie de la zone industrielle sont opérationnels (bon état et débit au moins égal à 60 m³/h sous une pression de 1 bar).

- des extincteurs répartis dans les différents locaux de l'installation. L'inspection a consulté le rapport Q4 relatif à la dernière vérification annuelle des extincteurs effectuée par la société CHUBB le 12/03/2024 : le rapport mentionne la vérification de 16 extincteurs en

bon état et la sortie de 2 extincteurs du parc, et libelle le point de non-conformité suivant : "la quantité d'extincteurs vérifiés diffère du parc extincteurs enregistré dans le dossier N4 initial".

- un RIA situé dans l'atelier de fabrication. Le rapport relatif à la dernière vérification périodique annuelle réalisée par la société CHUBB le 12/03/2024 ne mentionne aucune observation.
- une trappe de désenfumage située dans l'atelier de fabrication.

La conformité à la prescription relative aux plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours est présentée dans le point de contrôle suivant.

Conclusion : L'exploitant n'est pas en mesure de justifier le bon fonctionnement des 2 poteaux incendie de la zone industrielle situés à proximité de son installation. L'exploitant transmettra à l'inspection le rapport relatif à la dernière vérification des poteaux avec mesure du débit et de la pression.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 13 : Moyens de lutte contre l'incendie (plans des locaux pour le SDIS)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/07/2010, article Point 2.4.2 de l'annexe I

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie (plans des locaux pour le SDIS)

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :

- de plans des locaux facilitant l'intervention des services de secours ou d'urgence compétents avec une description des dangers pour chaque local ;
- [...]

L'exploitant transmet l'ensemble des éléments permettant d'identifier les risques de l'installation aux services de secours ou d'urgence compétents. Il élabore un plan facilitant l'intervention de ces services en cas d'accident. Ce plan contient a minima les éléments suivants :

- une cartographie de l'installation et de ses environs ;
- un plan des différents accès et des zones d'effets engendrés par les installations ;
- la description qualitative et quantitative des moyens d'intervention dont l'exploitant peut disposer ;
- les modalités d'accès prévues pour les installations de stockage d'explosifs en stations de sports d'hiver mentionnées au point 5.1 de la présente annexe.

En cas d'intervention, le registre prévu au point 2.6.3 de la présente annexe est tenu à disposition des services de secours ou d'urgence compétents.

L'exploitant se tient à la disposition des services de secours ou d'urgence compétents dans le cas où ceux-ci souhaiteraient procéder à des exercices d'intervention.

Constats :

<p>L'exploitant ne dispose pas de plans des locaux facilitant l'intervention des services de secours ou d'urgence, rapidement accessibles en cas d'accident.</p> <p>Ces plans doivent contenir a minima les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une cartographie de l'installation et de ses environs ; - une description des dangers pour chaque local ; - un plan des différents accès et des zones d'effets engendrés par les installations ; - la description qualitative et quantitative des moyens d'intervention dont l'exploitant peut disposer. <p>L'exploitant a précisé disposer de plans et d'informations répondant à ces points dans le dossier administratif ICPE, notamment dans le dossier de porter-à-connaissance des modifications prévues daté du 25/03/2016. Toutefois, les informations dans ce dossier sont "éparpillées" et ne permettent pas en l'état d'être rapidement accessibles au SDIS en cas d'accident.</p> <p>Conclusion : L'exploitant ne dispose pas de plans facilitant l'intervention des services de secours ou d'urgence en cas d'accident et rapidement accessibles, comportant a minima les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une cartographie de l'installation et de ses environs ; - une description des dangers pour chaque local ; - un plan des différents accès et des zones d'effets engendrés par les installations ; - la description qualitative et quantitative des moyens d'intervention dont l'exploitant peut disposer.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 14 : Système de détection incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/01/2007, article 7.7.5.1 et 7.7.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Système d'alerte interne incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 7.7.5.1. de l'AP du 24/01/2007 : Système d'alerte interne</u> Le site est équipé d'une alarme incendie constitué de tout dispositif sonore, à condition qu'il soit autonome et audible en tout point de l'établissement.</p> <p><u>Article 7.7.3. de l'AP du 24/01/2007 : Entretien des moyens d'intervention</u> Les équipements d'intervention sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de</p>

l'inspection des installations classées.

Article 2.4.1 de l'annexe I de l'AM du 29/07/2010 : Système de détection

Les locaux pyrotechniques disposent de détecteurs adaptés au risque d'incendie. Le système de détection permet d'alerter, en tout temps, l'exploitant, qui met en sécurité le site et transmet l'alerte aux services de secours ou d'urgence compétents. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection. Il établit des consignes de maintenance et organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Ce point n'est pas applicable aux installations dont les zones d'effets Z1 à Z4 définies par l'arrêté du 20 avril 2007 susvisé, déterminées conformément au point 2.2.1 de la présente annexe, n'ont aucun impact sur les tiers ou sur d'autres installations, équipements ou bâtiments présentant un risque caractérisé d'incendie, d'explosion ou toxique, sous réserve que l'exploitant possède la maîtrise foncière des terrains touchés par ces zones et garantisse qu'aucun tiers ne pourra s'y trouver de façon ponctuelle ou permanente. Cette garantie est assurée dans le temps par tout moyen contrôlable.

Constats :

L'installation est équipée d'un système de détection incendie avec renvoi d'alerte 24h/24 à l'exploitant, composé de 3 détecteurs situés dans les locaux administratifs, l'atelier de fabrication et dans le local de stockage des matières premières pyrotechniques.

En cas de détection incendie, une alarme sonore se déclenche dans l'installation et l'alerte est relayée sur le téléphone du directeur et du chef d'atelier. L'exploitant a présenté à l'inspection l'application installée sur son smartphone sur laquelle étaient reportées les informations du système de détection incendie ; les 3 détecteurs étaient affichés comme fonctionnels (pastille de couleur verte sur l'appli).

Questionné par l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier la dernière vérification périodique du système de détection incendie. L'exploitant a précisé que la détection incendie est vérifiée par la société SCUTUM en même temps que le système de détection intrusion (reliés à la même application), toutefois le rapport relatif à la dernière vérification périodique du 17/05/2023 ne mentionne pas explicitement que le système de détection incendie a été vérifié. Par ailleurs, la dernière vérification datant d'un peu plus d'un an, l'exploitant précisera la date prévue pour la prochaine vérification.

Conclusion : L'exploitant précisera la date prévue pour la prochaine vérification périodique du système de détection incendie, puis transmettra le rapport justifiant de la réalisation de la vérification.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 15 : Consignes d'exploitation et de sécurité (AP)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/01/2007, article 7.7.4 et 7.7.5
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes de sécurité et d'intervention
Prescription contrôlée : <u>Article 7.7.4 : Consignes de sécurité</u> Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment : <ul style="list-style-type: none">- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation,- l'obligation du permis d'intervention pour les parties de l'installation visées à l'Article 7.2.2.- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours (cette procédure fait en particulier référence à l'appel du numéro « 18 »), etc. <u>Article 7.7.5 : Consignes générales d'intervention</u> Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant a communiqué un exemplaire. [...]
Constats : <u>Constat libellé suite à la visite d'inspection du 09/05/2019 :</u> Pour chaque poste, l'inspection a constaté la présence de consignes de poste, rappelant notamment les timbrages admissibles ainsi que les opérations autorisées. L'interdiction de feu est signalée à l'entrée du site ainsi qu'à l'entrée des locaux pyrotechniques. De même, les procédures d'arrêt d'urgence sont affichées dans le site. Concernant les moyens d'extinction, une affiche indique quel type d'extincteur utiliser en fonction de l'origine du départ de feu (poudre, liquide, gaz, électricité). La procédure d'alerte rappelle bien le numéro 18, et tous les salariés ont le numéro du président. NC4 : Le plan des locaux ne contient pas le numéro du responsable d'intervention et d'évacuation. <u>Réponse de l'exploitant par courriels des 28 mai et 3 juillet 2019 :</u> Le numéro du responsable d'intervention a été rajouté (photo jointe). <u>Visite d'inspection du 17/07/2024 :</u> Les consignes générales de sécurité affichées dans l'établissement comportent notamment les items suivants : <ul style="list-style-type: none">- l'interdiction d'apporter du feu, l'interdiction de fumer ;- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ;- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;

<p>- la procédure d'alerte avec le nom et téléphone du responsable d'intervention de l'établissement ainsi que le numéro des services de secours.</p> <p>Concernant le permis d'intervention, l'exploitant a précisé qu'aucun travail par point chaud n'était effectué dans l'installation.</p> <p>Conclusion : Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 16 : Consignes d'exploitation et de sécurité (AM) (suite visite du 09/05/2019)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/07/2010, article Point 2.6.9 de l'annexe I</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation et de sécurité (AM)</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans chaque local pyrotechnique, les consignes précisent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la liste limitative des opérations qui sont autorisées dans ce local et les références aux instructions de service qui y sont appliquées ; - la nature et les quantités maximales de produits explosifs pouvant s'y trouver ainsi que leur conditionnement et les emplacements auxquels ils sont déposés ; - la nature des déchets produits, la quantité maximale de ceux-ci qui peut y être entreposée et leur mode de conditionnement ; - la conduite à tenir en cas d'incendie, en cas d'orage, ou en cas de panne de lumière ou d'énergie, ou à l'occasion de tout autre incident susceptible d'entraîner un risque pyrotechnique ; - le nom du responsable d'exploitation. <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté que les consignes affichées dans le local de stockage des matières premières pyrotechniques et dans le magasin de stockage des produits finis comportaient les items suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la liste limitative des opérations qui sont autorisées dans le local ; - la nature et les quantités maximales de produits explosifs pouvant s'y trouver ; - la nature des déchets produits et leur gestion (les déchets doivent être recueillis dans des bidons remplis à moitié d'eau en attente de leur destruction sur l'aire de brûlage du site) ; - la conduite à tenir en cas d'incendie, en cas d'orage, ou en cas de panne de lumière ou d'énergie, ou à l'occasion de tout autre incident ; - le nom du responsable d'exploitation. <p>Des informations complémentaires sont présentées en annexe confidentielle.</p> <p>L'inspection a constaté que la quantité maximale de produits autorisée dans le magasin de stockage de produits finis affichée est erronée : il est affiché un timbrage de 265 kg de matière active équivalente de poudre 1.4S (soit 1325 kg de matière active nette) or la quantité maximale prévue dans le dossier de l'exploitant du 25/03/2016 limite à 1000 kg de matière active nette le timbrage de ce local (soit 200 kg de matière active équivalente).</p> <p>Conclusion : Le timbrage affiché dans le magasin de stockage des produits finis est erroné (la quantité maximale autorisée de poudre 1.4S est de 1000 kg de matière active nette).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p>

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois